



HAL
open science

Trois façons d'écrire sur le confinement en Inde

Frédéric Landy

► **To cite this version:**

Frédéric Landy. Trois façons d'écrire sur le confinement en Inde. Hervé Breton. Chronique du vécu d'une pandémie planétaire: Récits d'universitaires, d'Est en Ouest, premier semestre 2020, L'Harmattan, pp.75-82, 2020, 978-2-343-21413-9. hal-03116259

HAL Id: hal-03116259

<https://hal.science/hal-03116259>

Submitted on 20 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Trois façons d'écrire sur le confinement en Inde

Frédéric LANDY
Institut Français de Pondichéry
Université de Nanterre-LAVUE

Comment, la tête froide, décrire et analyser une tragédie à votre porte ? De quel droit, ou plutôt de quelle éthique peut-on se permettre d'écrire au lieu d'agir, peut-on donner du temps à la réflexion plutôt que de l'argent à des associations ? En d'autres termes, peut-on rester un chercheur en sciences sociales pendant la tragédie de la COVID en Inde ? A toutes ces questions, je n'ai guère trouvé que des réponses maladroites et peu satisfaisantes. En témoignent ces extraits de trois textes que j'ai écrits en un mois, qui illustrent trois niveaux d'approche. Le premier reflète une lutte contre le repli nombriliste du Français exilé en Inde ; il a été publié dans un quotidien pour expatriés. Le second est l'indignation – publié sous pseudonyme dans un blog. Le troisième correspond à un effort d'analyse, sans toutefois beaucoup d'effort pour théoriser puisque « le cœur n'y était pas ».

1. L'auto-analyse :

Le 5 mai 2020, lepetitjournal.com (édition de Chennai) publiait ce texte, sous le titre « Petits malheurs de l'expatrié, grands malheurs des autres »¹ :

C'est l'histoire d'un type qui court sur un matelas dans sa salle de séjour, histoire de remplacer le jogging ; d'un type qui a rempli des bouteilles d'eau de deux litres pour s'en faire des haltères ; qui au petit matin parcourt deux fois Mission Street aller et retour sur son vélo indien pourri, dont il a enclenché la dynamo pour devoir produire un peu plus d'effort. C'est l'histoire d'un expatrié français à Pondichéry, qui se débrouille comme il peut mais qui a juré de ne pas se plaindre depuis que la boulangerie de Bussy Street est rouverte tous les matins (bien qu'il faille toujours commander la veille sur un groupe WhatsApp). Et puis, assez de nombrilisme : comment se lamenter alors qu'il y a tellement de vraies tragédies dans l'Inde ces temps-ci – encore plus que d'habitude... ?

Qui aurait pu me dire il y a trois mois que j'aurais hâte que mon contrat se finisse ? Je me sentais tellement heureux ici... Professeur de géographie à l'université de Paris Nanterre, je suis actuellement détaché comme directeur de l'Institut Français de Pondichéry (IFP), un centre de recherche qui traite aussi bien d'écologie (fiches chauves-souris peut-être responsables de la Covid !) que de sciences sociales (pauvres travailleurs du secteur informel actuellement sans revenu...), sans parler des recherches sur notre belle collection de manuscrits sanscrits ou tamouls (avec des recettes de médicaments traditionnels, cela pourrait être utile actuellement...).

Oui mais voilà, COVID est passée par là... Le beau petit palais colonial en bord de mer qui abrite l'IFP est quasiment fermé, tout le monde se trouve a priori en télétravail. (...) À l'IFP nous sommes aux premières loges pour « prendre dans la gueule » les drames qui se déroulent dans ce qu'on continue souvent d'appeler « la plus grande démocratie du monde ». Cela incite à relativiser... Et à avoir encore plus mauvaise conscience de nos énormes primes d'expatriation ! Il y a des moments très durs pour les chercheurs en sciences sociales, par exemple, du fait de leurs contacts étroits avec la

¹ <https://lepetitjournal.com/chennai/communaute/petits-malheurs-de-lexpatie-grands-malheurs-des-autres-279676>

population. Un collègue géographe a travaillé des mois sur un bidonville de Delhi et sur les chiffonniers/éboueurs : nombre de ses contacts crèvent de faim actuellement.

Que faire quand vos sujets de recherche tombent dans la misère ? Il se trouve que notre raison d'être, la science, garde une certaine urgence, alors même qu'on pourrait penser qu'a priori les gens ont autre chose à faire qu'à répondre à nos questions. On leur téléphone. Et ils sont contents de raconter leurs malheurs et leurs problèmes. Ceci représente une consolation, à tous points de vue. D'une part, cyniquement, nous les chercheurs pouvons mieux comprendre comment ils font pour essayer de garder leur « résilience », si l'on veut employer un mot à la mode. (Malheureusement, point trop de surprise à ce sujet : les gens s'en sortent en se serrant le pagne, en s'endettant, en vendant leur terre s'ils en ont une). D'autre part, nous pouvons donner l'alerte sur certaines situations ; ainsi, le collègue qui fait des enquêtes téléphoniques dans le bidonville de Delhi a pu intervenir auprès d'un député local pour que les distributions de vivres se déroulent un peu mieux. Enfin, nous envoyons nous-mêmes un peu d'aide : pas facile de faire parvenir à distance du grain, ni d'expédier de l'argent directement sur les comptes en banque des ménages les plus pauvres (si jamais ils ont un compte, et qu'ils y ont accès)... mais on y arrive !

2. L'indignation

Le second texte a été publié sur mon blog de *Mediapart* sous le pseudonyme Camille Noûs, puisque l'ambassadeur de France en Inde nous enjoignait à l'autocensure de peur de froisser les deux gouvernements. Il était intitulé « En France sauver les vieux, en Inde sauver les riches ? Ce que veut vraiment dire 'distanciation sociale' »².

« (...) Une photo publiée dans [Le Monde du 18 avril 2020](#) montrait une longue file d'attente pour une distribution de nourriture en Seine-Saint Denis. J'ai cru un moment que la photo avait été prise en Inde. Dans ce pays, 1,4 milliard d'habitants sont censés être eux aussi confinés. Le lockdown décidé par New Delhi a été sans préparation aucune, sans avertissement pour la population ni pour les autorités locales, et a donc engendré une véritable panique chez les plus défavorisés. Au moins deux millions de personnes se trouvent encore sur les routes, parkées dans de précaires centres de quarantaine quand elles ont été arrêtées aux frontières des Etats provinciaux ou de district : ces travailleurs migrants voulaient rentrer chez eux, dans des régions pauvres ou sans irrigation ; ils n'avaient plus d'emploi sur leur lieu de travail, dans le secteur informel des grandes villes ou en zone rurale pour la transformation de la canne à sucre ou les briqueteries. Non seulement ils n'ont plus de revenu depuis la fermeture de la plupart des unités de production imposée par le gouvernement fédéral, mais souvent ils n'ont plus de toit, puisqu'ils ne peuvent plus payer leur loyer ou que le chantier de construction où se trouvait leur baraque est fermé. « Mourir de faim ou mourir du coronavirus, autant que ce soit avec les miens ! » est une explication souvent entendue.

Mais beaucoup de populations pauvres sont restées dans leur bidonville : elles y sont parfois nées. Elles avaient un revenu, pas forcément toujours précaire, d'ailleurs, mais qui a disparu du jour au lendemain. Et les voilà prises au piège, interdites de sortir alors même que leurs conditions de logement sont bien pires que la pire des cités dégradées de banlieue française, subissant les brimades des policiers autant que les règlements les plus absurdes – le 20 avril, la municipalité de Chennai a interdit la distribution de nourriture à moins de 2 km de toute zone de confinement strict et de

² <https://blogs.mediapart.fr/frederic-landy/blog/280420/en-france-sauver-les-vieux-en-inde-sauver-les-riches>

tout hôpital. A Bangalore, des gens qui distribuait des repas ont été mis en prison. Pendant ce temps-là, les classes aisées pratiquent le télétravail et regardent des séries vidéo sur leurs tablettes, tout en se faisant livrer à domicile leurs courses pour compenser l'absence de leur bonne qui ne peut plus venir travailler. Certains ménages de cette bourgeoisie ont quitté la grande ville, un peu comme leurs équivalents français, pour aller dans des résidences secondaires. Mais pour le reste, leur qualité de vie n'est pas outre mesure menacée. Le gouffre est béant entre eux et ce qu'il faut bien appeler le peuple.

*A cause du confinement, les pauvres meurent davantage de faim ou d'autres maladies qu'auparavant, et pourquoi ? Pour que les riches ne trépassent pas du coronavirus, comme le dénonce un bel article de [Krithika Srinivasan](#) dans *The Hindu* (18 avril 2020) : « le confinement affecte la majorité de ceux pour qui le coronavirus est un risque plus faible que des menaces plus immédiates comme la faim, la violence domestique ou l'éviction du logement ». Non seulement les populations pauvres, mais aussi les plus jeunes – puisque vu la faible espérance de vie en Inde, seules les classes sociales aisées ont une forte population de personnes âgées. On retrouve exactement les idées d'André Comte-Sponville qui s'indignait : « Avec la récession économique qui découle du confinement, ce sont les jeunes qui vont payer le plus lourd tribut, que ce soit sous forme de chômage ou d'endettement. Sacrifier les jeunes à la santé des vieux, c'est une aberration » ([Le Temps](#), 17 avril 2020). (...) Ne sacrifions pas l'impératif de santé à celui de la liberté. Ou plutôt, concilions les deux, puisque les vieillards en France et surtout les pauvres en Inde sont en train de perdre l'une et l'autre.*

3. Une difficile théorisation

Pour ce dernier texte, publié par *Justice spatiale/Spatial justice* (www.jssj.org), j'ai tenté sans trop en avoir envie un effort de théorisation en utilisant une grille de lecture de mon invention, l'échelle DIDI : Disparités<Inégalités<Domination<Injustice. « Les « injustices », sociales ou spatiales, ne doivent pas être considérées comme plus ou moins synonymes d'« inégalités ». Il existe en fait un gradient, qui peut correspondre tout à la fois à un processus d'analyse pour un chercheur, par étapes successives, ou à un processus causal inscrit dans le temps, pour une société où les disparités finissent par engendrer de l'injustice ».

La revue a été très réticente à publier ces paragraphes, que certains évaluateurs trouvaient un peu faible. Sans doute percevaient-ils mon faible enthousiasme à m'interroger en profondeur avec l'aide des grands auteurs comme Rawls, Young ou Weber : existe-t-il des dominations sans injustice ? La tragédie de la Covid en Inde induit-elle seulement des injustices sociales, ou bien aussi des injustices spatiales ? Dans quelle mesure alors l'espace est-il facteur d'inéquité ? De telles questions pouvaient paraître bien futiles, ou du moins fort déplacées, quand tant de gens souffraient ou mourraient de faim ou de soif (pour les migrants qui tentaient de rentrer chez eux) ou de maladies non liées à la COVID (puisque toutes les fragiles infrastructures de santé étaient désormais réservées au traitement du coronavirus). Assurément, j'étais plus à mon aise dans la dénonciation factuelle :

Le confinement a paradoxalement induit des mobilités forcées, pour des populations qui auraient préféré rester sur place comme d'ailleurs on le leur enjoignait... Des gares routières, notamment Anand Vihar à la périphérie de Delhi (3 km de queues le 28 mars), furent prises d'assaut par les migrants qui espéraient qu'en partent des cars pour leur région d'origine. Faute de mieux, alors même que la destination finale pouvait

être à plus de 1000 km, on se mit en route à pied, à vélo, ou l'on tenta d'être pris comme passagers clandestins dans un des rares camions qui roulaient³. Des exploits physiques, comme cette jeune fille de 15 ans qui aurait parcouru à vélo 1200 km de Gurugram (banlieue de Delhi) jusqu'au Bihar en neuf jours, avec son père blessé sur le porte-bagages (le père portant le bagage...), ont réjoui certains médias – la Fédération cycliste indienne souhaite recruter l'héroïne. Pour le reste, les faits divers les plus horribles sont rapportés encore aujourd'hui : gens morts de fatigue ou de déshydratation à quelques kilomètres du but, migrants écrasés par un train de marchandises parce qu'ils dormaient sur les voies, camions surchargés de personnes se renversant, etc. Jusqu'au 6 avril, les morts de la COVID furent officiellement moins nombreux que les morts du confinement⁴.

Le texte se finit sur ce qui pour moi était une solution intermédiaire : discourir de la justice socio-spatiale, mais de façon fort peu théorique et très « appliquée ».

Pourquoi alors, en dépit de leurs tragédies personnelles, en dépit du mépris évident que leur témoigne le pouvoir fédéral et celui de la plupart des États, pourquoi n'y a-t-il que quelques manifestations de travailleurs excédés par l'attente et la peur, tenaillés par la faim, des émeutes réprimées par la police à coups de matraques de bois et de bombes lacrymogènes – nul besoin de tirer des coups de feu ? Sans attendre une révolution, on aurait pu attendre des émeutes de la faim, sinon un mouvement d'ampleur comparable aux gilets jaunes en France. Serait-ce parce que le sentiment d'injustice apparaîtrait malgré tout peu prononcé ?

Cinq raisons sont alors proposées.

1. Le populisme de Narendra Modi, et la tendance à trouver des boucs émissaires à l'épidémie (musulmans accusés de *corona-jihad*) ;
2. Une hiérarchie sociale ancrée dans la psyché de beaucoup d'Indiens, chez les dominés comme chez les dominants.
3. Quand on est sans capital économique ou culturel, on sait qu'à se révolter on risque de perdre le peu dont on dispose, sans être sûr pour autant de ce que l'on pourrait y gagner (clientélisme).
4. Les migrants peinent à former « un » groupe social mobilisable en raison de leur hétérogénéité économique et culturelle.
5. Leur lieu de travail n'est qu'un élément de leur « territoire circulatoire », et leur lieu d'origine représente une base arrière dotée d'une certaine sécurité, fût-elle dans la précarité.

Conclusion

La tragédie de la Covid n'est ni la première ni la dernière des crises à être vécue et analysée par des chercheurs en sciences sociales. Pensons à l'Afghanistan (Dorronsoro, 2006), ou au Rwanda (Guichaoua, 2010). Outre les interrogations qu'on a déjà évoquées, du chercheur par rapport à son rapport au terrain, il faudrait aussi évoquer celles par rapport à son employeur. Doit-on en profiter pour réclamer des crédits de recherche supplémentaires afin d'analyser la crise et éviter qu'elle ne se répète ? Ou faut-il au contraire se murer dans le respect des morts et la pudeur ? En 2016-17, suite aux attentats terroristes islamistes en France, le ministère de la Recherche ouvrait des crédits spéciaux pour étudier ce qui était appelé la « radicalisation ». En 2020, il faisait

³ <https://indianexpress.com/article/india/india-lockdown-migrant-workers-up-govt-buses-coronavirus-outbreak-6336597>

⁴ <https://coronapolicyimpact.org/wp-content/uploads/2020/05/distress-deaths.jpg>

de même avec le coronavirus. Doit-on alors dénoncer le court-termisme de ces coups de barre à droite ou à gauche selon la conjoncture, qui se font aux dépens des crédits récurrents des laboratoires, toujours en baisse ? Faut-il au contraire s'en saisir, dans un opportunisme assez cynique, profitant du malheur du monde pour obtenir des crédits de recherche, quel que soit le sujet ?

A ces questions que tout chercheur peut se poser lors d'une tragédie à sa porte, s'ajoutent dans le cas de la COVID-19 celles liées aux incertitudes sur le virus même. Fallait-il décider un confinement général, en Inde et en France ? Fallait-il le faire plus tôt ? Plus tard ? Plus ciblé spatialement ou socialement ? A l'heure où est écrit ce texte, nul consensus scientifique n'apparaît sur ces questions. Pour moi, le confinement brutal et général décidé en Inde a cependant été une erreur. Rappelons que le nombre normal de décès en Inde est d'environ 28 000 chaque jour. On mourrait très peu de la Covid fin mars quand le confinement a été décrété, et encore le 13 juillet 2020 on ne comptait (officiellement) que 500 décès par jour dus au coronavirus, soit une surmortalité de moins de 2 %.

Encore ne s'agit-il pas que de compter les cadavres. C'est aussi une affaire de dignité et de reconnaissance. Comme le disait un migrant tentant de quitter Delhi pour rentrer chez lui : "If I die on the road, I will die with the hope of home in my heart. Here, I will die with no family, no money, no dignity."⁵

Dorronsoro, G., 2006, « L'Afghanistan après le 11 septembre : de l'inutilité des sciences sociales en temps de crise ? » in *Figures d'islam après le 11 septembre*, A. Mohammad-Arif et J. Schmitz (eds), Karthala.

Guichaoua, A., 2010, *Rwanda : de la guerre au génocide - Les politiques criminelles au Rwanda (1990-1994)*, La Découverte

⁵ <https://thewire.in/rights/ground-report-why-migrants-think-theyre-being-held-captive-at-delhi-shelter-homes>